

Contre Napoléon : les espions de Talleyrand Histoire d'une terrible méprise

Pierre Branda

Après l'abdication de Napoléon en 1814 et son départ pour l'île d'Elbe, le roi Louis XVIII envoya Talleyrand à Vienne représenter la France. Le « diable boiteux » qui avait ratifié à contre cœur le traité de Fontainebleau désirait au moins autant que son monarque l'élimination politique voire physique de Napoléon. Le trône de Naples resté à Murat fut une autre de ses cibles. Dans la dernière guerre, le beau-frère de Napoléon avait sauvé sa tête en s'alliant avec l'Autriche mais depuis, la situation avait changé et il était loin de faire l'unanimité en Europe. L'Espagne mais aussi la France réclamaient son trône, sinon sa tête. Louis XVIII n'avait en effet jamais admis que Murat ait pris la place d'un autre Bourbon (son cousin Ferdinand IV, chassé par Napoléon en 1806). Le 13 octobre, il répéta sa profonde aversion pour cette autre « usurpation » dans une lettre à son ministre : « Les rois de Naples et de Saxe sont mes parents au même degré ; la justice réclame également en faveur de tous les deux ; le royaume de Naples possédé par un descendant de Louis XIV ajoute à la puissance de la France ; demeurant à un individu de la famille du *Corse, flagitio addit damnum* »¹. Mais la France n'était pas en mesure pour le moment de déporter plus loin Napoléon et faire descendre Murat de son trône. Elle devait impérativement rallier à elle les autres puissances. De quelle manière ? Pour qu'il soit pris au sérieux, il devait démontrer que le souverain de l'île d'Elbe et ses quelques centaines de soldats restaient une menace majeure pour la sécurité du vieux continent. Talleyrand avait une chance d'y parvenir s'il établissait que Napoléon essayait de s'allier à Murat pour augmenter ses forces. Si cette nouvelle alliance familiale était avérée, elle pouvait à l'évidence compromettre la stabilité de l'Italie. Confrontée à une collusion aussi suspecte, l'Europe ne resterait sûrement pas inerte et serait plus encline à se débarrasser des prétendus conspirateurs. Si le ministre du roi entraînait les autres puissances dans une action d'envergure contre l'un ou l'autre, la partie serait gagnée. Une fois le sort de Murat scellé, la déportation du souverain de l'île d'Elbe serait ensuite logique. Comme dans un jeu de dominos, la chute du premier entraînerait logiquement celle du second. Le raisonnement était aussi valable dans l'autre sens, le petit pion pouvait faire tomber le plus gros. Si la France parvenait à faire annuler le traité de Fontainebleau et à faire déporter Napoléon, Murat pourrait paniquer et commettre l'irréparable. Dans ce jeu, la France avait de réelles chances d'être gagnante à tous les coups, à condition que Talleyrand puisse étayer des accusations. C'est pourquoi, il mobilisa une partie des ressources de son ministère pour créer un réseau d'espions à partir du consulat de Livourne.

LE CORSE DE TALLEYRAND

A l'été 1814, Talleyrand accrédita consul à Livourne François Antoine Mariotti. Ce Corse, né en 1758 à Venzolasca près de Vescovato, était entré au service militaire à l'âge de 20 ans dans le régiment provincial de l'île avec le grade de lieutenant. Sous la Révolution, il émigra dès 1790 et trois ans plus tard, se mit au service de la République de Gênes avec le grade de capitaine. Après l'occupation de la Sardaigne, il fut versé dans les cadres de l'armée française en 1800 et nommé chef de bataillon par un arrêté signé de Bonaparte, pour avoir « conservé l'île de Capraia aux Français ». Il fit ensuite partie de l'expédition qui partit de

¹ En français : L'infamie ajoute à la perte.

Corse pour s'emparer de l'île d'Elbe². Un nouvel arrêté du Premier Consul daté du 1^{er} décembre 1802 porta le chef de brigade au tableau des adjudants-commandants. De plus en plus apprécié, il reçut deux ans plus tard la Légion d'honneur. Il revint ensuite en Toscane pour servir la grande-duchesse Elisa Bonaparte.

La sœur de Napoléon lui confia le commandement d'une colonne mobile dans les départements de l'Arno et de l'Ombrone (les colonnes mobiles traquaient les déserteurs et les brigands). Il donna apparemment toute satisfaction dans cette fonction de police. De même, il s'acquitta fort bien de sa mission d'escorte du pape de Florence à Savone. Grâce à ces deux actions réussies, Elisa proposa à son frère de l'élever au grade de général de brigade. Pour appuyer sa demande, elle fut particulièrement élogieuse à son égard, louant son zèle, son habileté et son dévouement. La réponse de Napoléon fut sèche et sans appel : « non approuvée ». Les raisons de ce refus ne sont pas connues, le manque d'expérience au feu de Mariotti a peut être compté. Alors que sa carrière avait jusque là avancé avec bonheur, ce coup d'arrêt créa chez lui un profond ressentiment. L'empereur s'était fait là un ennemi qui allait se révéler particulièrement rancunier. En 1814, Mariotti se rallia à Louis XVIII. Nommé consul à Livourne le 7 juillet 1814, il reçut en outre la croix de Saint-Louis, trois semaines plus tard.

Talleyrand fit preuve d'une belle habileté en le désignant à ce poste. L'homme n'ignorait rien de la région toscane grâce à ses origines et son vécu. Cette connaissance du terrain et des hommes allait puissamment l'aider dans sa nouvelle mission. Nommé le 7 juillet 1814, le consul Mariotti arriva à Livourne le 31 du mois. Il se mit au travail immédiatement en faisant intercepter le courrier venant de Portoferraio. Le consul ne ménagea pas sa peine également pour recruter des espions. En moins d'un mois, il se constitua un solide réseau : « J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse Sérénissime que d'après ses intentions, j'ai placé des agents secrets sur les points convenus. Je viens de retirer celui de Bologne. Je l'ai fait passer à Gênes où je vois qu'il sera plus utile, attendu que je sais à n'en pas douter qu'il y a dans cette ville un correspondant de Napoléon qui reçoit et fait passer ses paquets à Aix et en France, à ceux des premiers personnages de sa cour » annonça t-il fièrement à Talleyrand le 30 août³. Connaissant bien la région depuis plus de quinze ans, il n'avait eu aucun mal à s'attacher les services d'informateurs. Son réseau couvrait presque toute la côte toscane : un dénommé Bossi était posté à Livourne, Antonio Ricchi à Rosignano, Jérôme Mariani à Baratti, Benazzi à Piombino et le frère d'un conseiller municipal de Portoferraio, Lombardi à San Stefano. En lisant sa correspondance, on apprend aussi qu'il avait un agent à Vada, un petit village balnéaire. Grâce à ces informateurs italiens, il put envoyer à Paris un compte rendu complet sur le voyage de Madame mère de Rome à Portoferraio.

Le consul possédait évidemment plusieurs mouchards sur l'île d'Elbe. Le bulletin qu'il rédigea le 12 août prouve qu'ils étaient déjà en place quand il prit ses fonctions. On peut penser qu'ils avaient été envoyés sur le terrain courant juillet. Le bulletin en question détailla les effectifs des troupes de Napoléon et souligna la baisse de moral des vieux grognards. Les activités du souverain de l'île furent également bien décrites. Le rapport remarqua aussi que l'empereur s'était « beaucoup promené » avec la comtesse Bertrand et qu'il l'invitait souvent à sa table. Cette relation semblait toutefois platonique puisque la comtesse repartit « aussitôt après » le dîner. L'arrivée d'un courrier de Joseph fut également signalée. D'autres bulletins s'intéressèrent à l'agrandissement du domaine du souverain. Le prix d'achat de la maison de Saint-Martin (60 000 francs) fut ainsi connu. En parcourant les écrits de Mariotti, on remarque que son réseau comptait des proches de l'empereur. Ces infiltrés surprénaient certaines conversations et notaient ce qu'ils entendaient. Ils avaient connaissance des

² Il était au siège de Portoferraio en 1801-1802.

³ Archives du MAE, Mémoires et documents, France, 1800. Les extraits qui suivent sont sauf mention contraire extraits de cette correspondance.

modifications dans l'entourage de Napoléon. L'un d'entre eux signala par exemple l'arrivée de Cipriani et ses excellentes relations avec son maître. Les déplacements de l'empereur étaient aussi soigneusement consignés. Le bulletin du 6 septembre relata même une scène assez cocasse : « Dernièrement, il a été de Marciana à Porto-Longone. Sa voiture a écrasé une poule en traversant un village. La femme à qui elle appartenait en a réclamé le paiement, on l'a refusé et elle a dit à haute voix : « Maudit soit celui qui l'a envoyé ici ». Le lendemain on a vu afficher un ordre qui défend à tous les habitants de laisser sortir leurs poules dans les rues et sur les places ». Ce luxe de détails prouve que Mariotti n'ignorait rien des mesures de sécurité qui entouraient l'empereur et connaissait son emploi du temps.

LES PLANS CONTRE NAPOLEON

Durant les premières semaines, le consul rechercha activement un moyen d'enlever l'empereur comme en témoigne sa lettre à Talleyrand du 28 septembre : « Tous les renseignements que j'ai reçus de Portoferraio et que j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Altesse, ne présentent pas beaucoup de facilités pour faire enlever Napoléon. Les précautions extraordinaires qu'il a prises contre tous les étrangers, et surtout contre ceux qui arrivent de France et de Livourne ; les changements continuels de sa résidence et l'espérance qu'il entretient dans les militaires d'un changement heureux après le Congrès sont des obstacles qui me mettent dans l'impossibilité de rien tenter contre lui à présent, avec quelque sorte de probabilités de succès. Je ne perds pas courage, en attendant je proposerai à Votre Altesse un plan qui réussira peut être plus facilement que tout autre ». Il pensa un moment pouvoir approcher le commandant de l'*Inconstant*. Quelques semaines plus tôt, cet officier avait été contacté avec succès à Civitavecchia par un employé de l'ambassade de France à Rome. Il s'était facilement confié ainsi que l'officier d'ordonnance Perez. Les deux hommes livrèrent ainsi des détails sur les activités de Napoléon, l'importance de son armée et de sa marine.

Avec les informations qu'il possédait sur la vie quotidienne de l'empereur, Mariotti conçut le plan suivant : « Napoléon va souvent à la Pianosa sur son brick, on m'a assuré que n'ayant pas de logement pour lui dans cette île, il couche à bord. Le sieur Taillade le commandant, il est resté au service de Napoléon parce qu'il est marié à Porto-Longone et parce qu'il ne pouvait pas espérer d'être compris dans l'organisation de la marine royale ; il est pauvre et Napoléon a réduit sa solde de moitié ; il n'a pas un moment de repos et n'est pas content de son sort ; tout me porte à croire qu'il serait facile de le gagner ; il n'est jamais venu à Livourne et va souvent à Gênes ; il est de la Provence et doit avoir des amis à Marseille ou à Toulon. Il faut tâcher d'en trouver un qui se charge de se rendre à Gênes sous prétexte de commerce et d'attendre pour le rencontrer comme par hasard ; cet ami le sondera avec adresse et le voyant disposé à servir lui proposera une récompense s'il enlève Napoléon et le porte à l'île Marguerite ».

Le plan de Mariotti fut découvert à Vienne dans les papiers de Talleyrand par les espions autrichiens. Il n'eut pas de suite car Taillade ne retourna jamais à Gênes. Des historiens ont mis en doute la probité du marin quand il échoua l'*Inconstant* en janvier 1815. Un rapport du consul prouve qu'il s'agissait d'un accident : « Je dois faire mention de l'échouement du brick de Bonaparte, le bâtiment a été relevé ; mais il a tellement souffert dans sa quille et ses agrès qu'il ne peut plus naviguer. On se propose de l'envoyer à Naples pour le faire radouber. Le capitaine Taillade en a perdu le commandement [...] M. Taillade a été placé à la suite de la Garde. On l'accuse d'avoir eu l'intention de perdre le brick ». Le consul n'aurait pas manqué de se vanter de cet échouage si d'aventure il l'avait commandité. Taillade ne fut donc jamais son agent. En revanche, Mariotti avait bel et bien réussi à retourner un officier d'ordonnance de Napoléon. Pour connaître ses moindres faits et gestes,

cette prise était idéale. Cet officier de la Maison avait pour mission d'accompagner son maître quand il sortait. Le premier rapport du jeune militaire renseigna très précisément le consul sur le séjour de Maria Walewska. Sa relation est l'une des plus complètes et authentiques que nous possédons. Elle contient une foule de détails factuels qui sont incontestablement de première main. En envoyant ce rapport le 13 septembre, Mariotti demanda d'ailleurs à Talleyrand de garder la plus grande confidentialité sur son nouvel agent : « Ce rapport dont je joins ici un extrait en forme de bulletin est de l'officier d'ordonnance qui s'y trouve mentionné. Comme j'espère avoir par cette voie que je me suis ménagé des informations précieuses sur ce qui se passera à l'île d'Elbe, il serait à désirer Monseigneur qu'aucune partie de ce bulletin ne fut rendue publique afin de ne point compromettre celui qui m'en a fourni les éléments ».

Un seul officier d'ordonnance était présent au moment de l'arrivée de Maria Walewska : Bernotti. Grâce à lui, Talleyrand n'ignora rien de la rencontre entre les deux amants. Lisons un court extrait du rapport de Bernotti : « La voiture s'arrête. Sa Majesté descend de cheval. On ouvrit la portière de droite et il monta seul dans la voiture au milieu du plus profond silence. Le cortège se remit en route et poursuivit lentement jusqu'à la plage de Procchio. [...] Lorsqu'on fut à la distance d'un tiers de mille de l'Ermitage, l'empereur donna un coup d'épée à son cheval et s'empressa d'arriver quelques instants avant le cortège à une tente qu'il avait fait dresser sous un arbre de châtaignier. Là, il attendit hors de la tente l'inconnue dont l'officier d'ordonnance guidait le cheval. Elle descendit et entra avec lui et l'enfant sous la tente. Nulle autre personne ne fut admise à cette première entrevue ». Les informations de Bernotti furent en outre recoupées par un autre agent qui renseignait le consul sur le trafic passager et marchand du port. Ce dernier témoigna du passage suspect le 1^{er} septembre de « deux dames et un enfant » à Portoferraio et qui débarquèrent au môle Saint-Jean.

Napoléon était loin de se douter que son ancien ministre allait être aussi parfaitement tenu au courant de sa rencontre avec Maria Walewska, pourtant organisée dans le plus grand secret. La correspondance de Mariotti laisse penser que Bernotti fut un agent actif jusqu'au départ de Napoléon. Le consul reçut encore des informations très précises sur la vie des officiers d'ordonnance le 15 novembre 1814. En février, un rapport du premier d'entre eux, Roule, à propos d'un navire arrivé à Porto-Longone fut recopié. De telles informations ne pouvaient que provenir de l'officier félon. Quelques semaines plus tard, le consul fit une autre recrue de choix communément appelée le « marchand d'huiles ». Ce dernier débarqua à Portoferraio le 30 novembre en compagnie du comte Litta, un riche italien venu proposer à Napoléon d'organiser une insurrection en Italie. Sous couvert de négoce, cet agent (sans doute un dénommé Alessandro Forli comme en témoigne les registres d'arrivée de Cambronno) s'installa au café du « Buon Gusto » et de là observa toute la petite société elboise. Grâce à son entregent, il approcha militaires, dignitaires et fonctionnaires. Il recueillit aussi les confidences d'une dame d'honneur de Pauline, Madame Colombani. Il observait scrupuleusement tout ce qui se passait dans le petit port, parlait aux visiteurs qui lui semblaient dignes d'intérêt et envoyait des rapports très détaillés à Livourne. Très habile, il ne fut jamais soupçonné par les hommes de Napoléon. Il n'avait cependant pas accès au palais, ce qui en faisait un témoin de seconde main. Ses rapports furent souvent fondés sur les rumeurs qui couraient dans l'île. Cet espion était toutefois plus libre de ses mouvements que Bernotti car il pouvait très facilement communiquer avec son maître. Assez perspicace en outre, il fut l'un des espions les plus redoutables.

NAPOLEON ET L'ITALIE

Les agents du consul de Livourne essayèrent de répondre avec plus ou moins de perspicacité à des questions assez classiques : quelles sont les forces militaires de l'empereur ? Qui voit-il et dans quel but ? A-t-il assez d'argent ? Ils surveillaient de près la petite armée elboise. Ils rendaient compte de son importance, de ses activités et surtout de son état d'esprit. Comme les autres agents, ils exagérèrent les mouvements d'humeur des vieux grognards. Mais en déformant ainsi la réalité, le consul conforta la thèse qui avait déjà cours à Paris d'une diminution des forces de l'empereur. Ses rapports venaient sur ce point confirmer ceux de la Police. Mariotti fut plus nuancé en revanche sur la question des finances. Dans son rapport du 6 septembre, il remarqua bien que « la plus grande économie règne aujourd'hui dans toute sa Maison et dans son administration civile et militaire » mais il crut à une manipulation de Napoléon. Le 1^{er} novembre, il indiqua avoir appris que Napoléon aurait reçu « une forte somme en numéraire venant de l'Angleterre ». Une semaine plus tard, il confirma cette information : « La somme qu'il a reçut s'élève à deux millions, on prétend qu'elle provient de placements qu'il avait fait dans la banque de William [Jameson] à l'époque où il était premier consul ». Le consul fut manifestement victime de la rumeur. Les archives permettent d'affirmer avec certitude que Napoléon n'a jamais perçu une telle somme. Les espions de Mariotti eurent aussi le plus grand mal à rendre compte de toutes les allées et venues entre Portoferraio et le continent. Si les arrivées de Cipriani, Ramolino et Boinod furent remarquées, aucun agent ne mentionna celle de Fleury de Chaboulon, qui fut, on le verra, un événement important. Il était cependant difficile de suivre tout le monde car le trafic passager à Portoferraio était relativement conséquent. Le bulletin du 6 septembre releva par exemple que « depuis le 17 août jusqu'au 5 inclus de ce mois, il est parti de Livourne 117 passagers et il n'en est revenu que 90 ». Sur l'identité des 27 personnes restées sur l'île, le consul avait peu d'informations : « On croit que ceux restés sont des ouvriers de différents métiers et quelques officiers licenciés de l'armée d'Italie ». En outre, à l'exception de celui de Maria Walewska, la plupart des débarquements clandestins furent ignorés.

Conformément à ce que souhaitait Talleyrand, les espions de Mariotti furent particulièrement attentifs aux relations qu'entretenait Napoléon avec l'Italie. Le 6 septembre, le consul donna une première opinion : « D'après tous les rapports, on conclut que Bonaparte espère beaucoup dans la mésintelligence des puissances au congrès de Vienne et dans le désespoir du roi Joachim ». Le 20 septembre, il souligna à quel point l'empereur restait dangereux pour la péninsule : « On sait que [il] a à l'île d'Elbe environ 1 000 hommes de sa garde tout compris et 300 corsés. Si avec ce moyen il lui prenait la fantaisie de tenter une descente sur quelque point de la côte, rien ne pourrait s'y opposer et il n'y a pas de doute qu'il serait bientôt rejoint par tous les mécontents de l'Italie ». Le 2 décembre, il était persuadé que l'empereur allait bientôt partir : « On a souvent dit et répété depuis quelques temps que le séjour de Napoléon à l'île d'Elbe ne serait pas de longue durée. Les uns prétendent qu'au congrès, il est question de lui assigner une autre résidence et de l'éloigner du continent, d'autres se persuadent que l'Italie fera quelques mouvements pour recouvrer son indépendance, lui font jouer un rôle actif dans les révolutions et les guerres qui paraissent inévitables ». Le 13 décembre, il redoutait une incursion prochaine sur les côtes italiennes : « Parmi ses officiers et les personnes qui l'entourent, l'opinion la plus accréditée est que bientôt le moment approche où l'Italie se prononcera en sa faveur. Dans ce cas, on suppose qu'il débarquerait sur le continent avec ses 1 500 hommes de troupes et qu'il se dirigerait sur Milan en se faisant précéder de proclamations propres à exciter les mécontents à la révolte ». Pour lui, il ne faisait aucun doute que l'empereur s'intéressait plus à l'Italie qu'à la France : « Aux Français, il se borne à demander si l'on est tranquille en France. Il plaint les Bourbons d'avoir affaire à une nation dont selon lui l'ingratitude et la légèreté forment la base du caractère des habitants et il finit ordinairement par se répandre en invectives contre M. le maréchal Marmont. Il en agit tout autrement avec les Italiens. Il s'informe avec soin si les

peuples qui sont rentrés sous la domination de leurs anciens souverains sont contents de leur sort. Mais c'est surtout avec les Lombards qu'il entre dans le plus de détails ». Fin décembre, Mariotti commença à soupçonner une reprise des relations avec Naples. Ses agents lui révélèrent que Pauline était utilisée comme messager entre les deux beaux-frères. Le 17 janvier, ses soupçons se confirmèrent : « Ce qui paraît positif c'est que Napoléon a une correspondance suivie avec la France, l'Italie et Naples. Chaque jour, il reçoit de ces divers pays des lettres qui semblent lui faire concevoir les meilleures espérances. Le 5 janvier, il lui en arriva dix dont trois de Bologne de sa sœur Elisa ». Le 24 janvier 1815, il affirma à son maître être maintenant certain de l'entente entre Napoléon et Murat : « Aujourd'hui, il n'est guère permis de douter de son accord avec le roi de Naples ». L'un de ses espions lui jura avoir entendu Drouot dire à ceux qui partaient pour rejoindre Murat : « Qui sert en ce moment le roi Joachim sert Napoléon ». Cette collusion supposée servait certes les intérêts français mais jugées crédibles, les informations de Mariotti ne firent que détourner plus encore toute l'attention vers l'Italie.

DE LA GUERRE CONTRE NAPLES AU COUP DE MAÎTRE DE NAPOLEON

Le ministre de Louis XVIII était de toute façon d'abord déterminé à en finir avec cette affaire de Naples : « Je vais passer mon temps à me battre contre Murat » affirma-t-il dans une lettre au roi. Une *commission pour les affaires de la Toscane* qui comprenait cinq pays (la France, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et l'Espagne) fut créée au Congrès. Sa composition n'augurait rien de bon pour le souverain de l'île d'Elbe et le roi de Naples. Deux représentants au moins les haïssaient : celui de la France, le comte de Noailles, qui souhaitait ouvertement la mort de Napoléon et celui de l'Espagne, Labrador, qui militait activement pour la chute de Murat. Autre motif de satisfaction pour Talleyrand : le point de vue autrichien était en train d'évoluer. Une négociation secrète en marge du Congrès s'engagea entre la France, l'Autriche et l'Angleterre. Metternich se rapprochait à grands pas des positions françaises : « Nous devons tenir beaucoup à couvrir toutes ces transactions d'un voile qui devra rester impénétrable jusqu'au jour où on conviendra de déployer les moyens tant politiques que militaires contre Naples ». Dans le même temps, l'Autriche renforça ses moyens militaires dans la péninsule pour les porter à 150 000 hommes. Talleyrand reçut ensuite un renfort de poids au mois de février, celui du duc de Wellington qui remplaça à la tête de la délégation britannique Lord Castlereagh. *Iron Duke* était un chaud partisan de l'intervention armée contre Naples. Quelques semaines plus tôt, il avait avoué sans détours à Blacas, le favori du roi, sa haine pour Murat, estimant que les « risques de perturbations, particulièrement dans ce pays, augmenteraient sensiblement en laissant Murat sur le trône de Naples ».

Il suffirait d'après lui d'envoyer 40 000 hommes et 60 canons pour facilement battre les troupes napolitaines, estimant le coût de cette expédition à 1,5 millions de livres sterling, une bagatelle pour un pays capable d'emprunter des dizaines de millions. A Paris, les négociations allaient bon train. Le roi rencontra successivement Lord Castlereagh puis l'ambassadeur autrichien le baron de Vincent. Il ressortit de ces entretiens que l'on était tout près d'un accord. Le 5 mars 1815, le roi demanda à Talleyrand d'accélérer la conclusion d'un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre. Ce traité avait pour but de « se défaire » de Murat. Le ministre fut chargé par le roi d'établir un calendrier avec les représentants autrichiens et anglais d'intervention contre Naples. La France était même prête à verser une aide financière subséquente. La chute de Murat n'était plus ainsi qu'une question de date. Le *Journal des Débats* aux ordres du pouvoir royaliste avait d'ailleurs donné le ton dès le 19 janvier : « Les dernières nouvelles de Vienne font espérer que Murat ne conservera pas le trône de Naples ». Pendant ce temps, à Londres, à Vienne comme à Paris, Napoléon n'était plus une priorité. Beaucoup étaient persuadés qu'il tenterait quelque chose mais en

Italie. Aussi la perspective d'une nouvelle aventure de l'empereur n'effrayait personne. Si d'aventure, il venait à débarquer dans la péninsule (scénario le plus probable tant les côtes italiennes sont proches de l'île d'Elbe), il serait aussitôt éliminé en même temps que son beau-frère Murat par les forces autrichiennes précisément sur le point de se concentrer. Si un conflit éclatait, il était certain que la petite armée de Napoléon compterait peu : « Si [Murat] partait, Bonaparte à Elbe ne serait pas une grande menace » estima d'ailleurs Wellington⁴.

Pendant les 300 jours qu'il passa sur l'île d'Elbe, Napoléon ne se confia à personne entretenant le mystère sur ses intentions. Cette loi du silence sema le trouble parmi les espions étrangers, même si certains le soupçonnaient du pire. Face au quasi-blocus de son île (quarantaine, prohibitions diverses, courriers ouverts, arrestation de ses partisans), l'empereur fut obligé de mettre en place des réseaux parallèles lui permettant de correspondre librement avec le continent, de recevoir discrètement certains invités ou de faire circuler plus librement ses capitaux, ne serait-ce que pour ravitailler son île. Cette action secrète pouvait inquiéter. En réalité, elle fut surtout conçue pour répondre à l'enfermement dont le souverain de l'île d'Elbe était victime. De fait, il n'y avait rien de compromettant à écrire à sa famille ou à régler même clandestinement de banales affaires financières. Les espions des puissances voisines perdirent ainsi un temps précieux à surveiller les échanges de l'empereur avec l'Italie. Erreur fatale. Ils n'avaient aucune chance de trouver quoique ce soit puisque Napoléon ne nourrissait aucune ambition dans la Péninsule. En vérité, depuis plusieurs mois déjà, l'Aigle regardait obstinément du côté de la France et mit sur pied un contre-espionnage efficace à partir de la Corse.

En gagnant la « guerre secrète » qui l'opposa à ses principaux voisins, le souverain de l'île d'Elbe s'ouvrit toutes les possibilités. Son retour de l'île d'Elbe qui l'emmena jusqu'aux tours de Notre-Dame en février et mars 1815 parût si incroyable qu'on a longtemps crû à une complicité des Alliés, notamment des Anglais. En vérité, et les correspondances consulaires le prouvent⁵, à force de ne considérer que l'Italie comme destination probable de Napoléon, on en oublia la France. Depuis le début, la police française abreuvait en outre Louis XVIII de rapports rassurants sur l'état de son royaume. L'ensemble donna une impression de fausse sécurité au pouvoir royal. Certains interrogatoires de la Police française donnèrent pourtant quelques résultats : il se murmurait que l'empereur voulait revenir en France. L'information était si énorme que personne ne l'a crue. Le but principal de presque toutes les agences était de trouver une preuve d'une collusion entre Napoléon et Murat. L'idée dominante était répétons-le de protéger l'Italie ou de compromettre l'empereur. L'hypothèse d'un retour de Napoléon en France ne fut donc jamais envisagé. Ce fut assurément une considérable erreur. A cause de cette méprise, il fut d'autant plus facile à l'empereur de réussir un coup gagnant sur l'échiquier politique : échec au roi !

⁴ [Wellington], *Supplementary dispatches, Correspondence and Memoranda of Fiel Marshal Arthur, Duke of Wellington*, Londres, 1872, t. IX, p. 503.

⁵ Voir notamment la correspondance de Lord Burgersh, consul anglais à Livourne, dans notre ouvrage *La guerre secrète de Napoléon – Ile d'Elbe 1814 – 1815*, Paris, Perrin, 2014, pp.